



REFORMES ECONOMIQUES IMPLICATIONS DE LA PRIVATISATION.

Solidarnosc donne son soutien à la politique des réformes économiques radicales. Le Syndicat reconnaît la nécessité de sacrifices temporaires de la part des travailleurs, ainsi que le contrôle temporaire des salaires. D'autre part, il est persuadé que cette politique de restrictions, difficile à accepter par la société, doit être accompagnée d'une série de mesures permettant l'adaptation aux nouvelles conditions. Solidarnosc soutient la politique de "démonopolisation" et de privatisation de l'économie; il croit même à l'indispensable accélération du processus, mais sa conception politique diffère de celle proposée par le gouvernement.

Solidarnosc est persuadé que les difficultés économiques actuelles, bien que très pesantes, représentent un moindre mal par rapport aux problèmes politiques et sociaux hérités de l'époque communiste. Liquider les structures post-communistes dans l'économie constitue la première tâche.

Parmi les différentes conceptions de réformes économiques, on a choisi celle qui consiste en une radicale compression de l'inflation, le blocage des salaires au travers d'un système fiscal spécial, le tout accompagné de libération de la majorité des prix. Ces mesures ont abouti à un rapide freinage de l'inflation, amenant en même temps la baisse de niveau de vie jusqu'à 30%. Des restrictions aussi sévères ne peuvent pas durer longtemps. Ainsi, en été 1990, le gouvernement a décidé d'assouplir la politique de crédits et permettre une légère augmentation des salaires.

POUR CREER L'ECONOMIE DE MARCHÉ EN POLOGNE

Les principaux objectifs sont les suivants:

1. L'introduction d'un système d'impôts similaire à celui pratiqué dans les pays occidentaux : des impôts individuels sur les revenus, la taxe à la valeur ajoutée, les facilités pour les investisseurs. Dans ce domaine, le gouvernement a essuyé une cuisante défaite: il a dû ajourner l'application du nouveau système d'impôts prévu pour le 1er janvier 1990, les travaux préliminaires n'étant pas terminés.

2. La privatisation rapide de l'industrie : elle avance très lentement dans les usines; le commerce et les transports de marchandises ont atteint respectivement 30% et 50%. Le gouvernement a reconnu, que les méthodes de privatisation pratiquées jusqu'à maintenant, ne sont pas assez rapides, on est donc à la recherche d'autres méthodes.

Les premiers efforts du gouvernement avaient été concentrés sur la lutte contre l'inflation. Pendant ce temps, on a négligé d'autres réformes. Cette opinion peut-être n'est pas juste car, durant cette première année, ont été promulguées environ 200 lois réglant la vie économique, sociale et politique en Pologne. Ces nouvelles lois ne suffisent pas pour mettre sur pied l'économie de marché en Pologne. Il faut créer nombre d'institutions diverses jusqu'à maintenant inconnues en Pologne et dans d'autres pays de l'Est. Il s'agit essentiellement de l'application de

la loi civile, de l'information économique, du système bancaire. La solution de ces problèmes sera décisive pour le bon fonctionnement de l'économie. P. ex. : l'exécution des sentences peut se faire attendre des années ou, il n'y a pas d'exécution du tout. Tout ceci est paralysant pour le développement de l'économie du marché.

L'économie polonaise a besoin d'un authentique système bancaire. Les banques en Pologne n'ont que très peu en commun avec les banques des pays occidentaux; on y prête de l'argent aux entreprises d'état, sans même vérifier leur crédibilité ou leur degré d'endettement, mais les particuliers sont souvent renvoyés les mains vides; on leur explique que les limites de crédit sont épuisées.

L'économie polonaise ne dispose d'aucune information économique : qui produit, quoi et de quoi a-t-elle besoin. Durant la période précédente, elle était secrète, contrôlée par le pouvoir central, et constituait l'un des éléments de ce pouvoir. Cette information doit être largement diffusée et facile d'accès (de même qu'une publicité valable) pour devenir un instrument de concurrence.

Dans les pays de l'Europe de l'Est se fait ressentir cruellement le manque de cadres capables de gérer l'économie; il manque de managers et de travailleurs qualifiés. Il n'existe pas de système rationnel de l'avancement des travailleurs. Au plan des relations humaines, on peut observer l'absence de confiance entre les travailleurs et les

cadres : les travailleurs doutent de compétences professionnelles de leurs supérieurs; ils ne leur font pas confiance au plan humain. Le gouvernement et le Syndicat de Solidarnosc ne sont pas d'accord à ce propos : le gouvernement espère pouvoir renforcer la position des directeurs d'entreprises par l'octroi des autorisations et à l'aide de mesures adéquates. Le Syndicat trouve que cela n'est pas un bon moyen pour obliger les travailleurs à avoir confiance dans les compétences de leurs supérieurs.

L'économie de marché, enfin, n'est pas seulement un système juridique et des institutions correspondantes, c'est également une manière de penser et d'agir qui donne la préférence à l'épargne et au réinvestissement plutôt qu'à la consommation. C'est une optique où domine le culte du travail et de la carrière, où l'on juge les personnes sur leur position sociale. En Europe de l'Est, l'ensemble des valeurs liées à l'économie de marché a été systématiquement dénigré durant plusieurs décennies; il est donc à craindre qu'on a étouffé également la volonté d'investir.

ROLE DE SOLIDARNOSC

Quel est le rôle de Solidarnosc dans ce contexte? Il a été créé pour combattre le pouvoir de l'état communiste. C'est contre ce pouvoir que se sont organisés les travailleurs au sein de NSZZ Solidarnosc. Aujourd'hui, le Syndicat doit trouver sa place dans une nouvelle situation, et retrouver un concept du syndicat dans un état démocratique. Cela exige du temps, de profondes transformations des structures de Solidarnosc et de sa manière d'agir. Actuellement, il joue un double rôle : il soutient les réformes économiques radicales, bien qu'elles soient douloureuses pour ses membres; d'autre part, il défend les travailleurs, mais sans freiner l'avancement des réformes. C'est un mariage difficile, qui l'implique parfois dans des compromis pas très clairs. Le Syndicat est persuadé que les réformes, radicales engendrant des sacrifices dans un laps de temps plus court, sont préférables que les réformes lentes. Il croit que la société est disposée à accepter ces brèves périodes de sacrifices.

Le Syndicat essaie de réaliser un modèle relationnel tel qu'il existe à l'Occident : un employeur fort et un syndicat fort. Aujourd'hui, il n'y a pas en Pologne d'employeurs, d'où l'idée de privatisation, qui fait appel à la création d'employeurs. Il est nécessaire d'introduire la notion de gestionnaire responsable agissant pour le bien des bailleurs de fonds de l'entreprise. L'expérience de ces dernières années a clairement démontré que la propriété de tous n'est propriété de personne.

NSZZ Solidarnosc et le gouvernement sont d'accord dans la recherche d'un employeur fort. Mais les espoirs sont exagérés; les futurs employeurs n'ont pas de formation théorique suffisante, ni l'expérience nécessaire. Il n'est pas sûr qu'ils soient disposés à faire des économies pour investir. Quelles en sont les conséquences pratiques : la majorité des membres du Syndicat et le gouvernement polonais sont opposés au système d'actionariat des travailleurs sortant du principe que cela équivaudrait à confondre employeur et travailleur. Mais les militants du Syndicat et les travailleurs des grandes entreprises, naguère privilégiées par l'économie communiste, considèrent que celles-ci devraient être reprises pas les travailleurs. Ils constituent un fort lobby. Ainsi, il faut chercher un compromis.

La privatisation, même partielle, représente un moindre mal par rapport à l'état actuel des choses. Pour aboutir, elle doit être socialement acceptée. En Pologne, il n'y a pas d'employeurs d'où toutes les formes de cogestion et de coopération sont souhaitables. Elles sont importantes car elles permettent d'améliorer les relations humaines au sein des entreprises. Le Syndicat a ici un rôle important à jouer.

CONCEPT DE PRIVATISATION

La loi réglant la privatisation, votée en juillet 1990, par le Parlement polonais stipulait :

- la privatisation des entreprises saines par la création en leur sein des associations d'actionnaires, appartenant initialement à la trésorerie d'état; des entreprises non rentables sont vouées à disparaître (par la voie de fermage, de revente partielle ou totale);
- la limitation de la participation du capital étranger à 10% de parts dans les entreprises (avec des exceptions possibles);
- la privatisation bénévole sur proposition des directeurs et des conseils d'entreprise;
- une possible mise en vente publique (cotations en bourse) d'une partie des actions détenues dans le public.

La société polonaise n'a pas de capitaux pour racheter les biens mais les candidats-proprétaires auront besoin de capitaux pour investir. Il est proposé de mener l'opération de telle manière que tout l'argent investi revienne à la société. En réalité, il s'agira de bons de privatisation, de crédits divers facilitant l'opération de privatisation.

La loi prévoit les facilités à l'achat d'actions (1/5e à 50% de la valeur) et certificats de garantie permettant le rachat d'actions. Aussi d'autres droits sont prévus pour les travailleurs : un tiers de membres du conseil d'administration sera élu par l'ensemble des travailleurs (actuellement, cette mesure s'applique uniquement aux entreprises dont la majorité des actions est aux mains de l'Etat - le Syndicat prévoit sa généralisation).

La privatisation nécessite une évaluation des biens des entreprises; c'est une tâche difficile et complexe, qui retarde le rythme de privatisation. On est à la recherche de méthodes plus simples, souvent controversées. L'une d'entre elles, est la commercialisation, ou la transformation des entreprises en sociétés commerciales sans évaluation des biens et sans émission d'actions. Durant la période de transition, le conseil d'administration et la direction auraient les prérogatives exceptionnelles : le conseil d'administration serait le propriétaire temporaire - les détails controversés pourraient toucher au mode de convocation et la composition du conseil, comme aux compétences de l'assemblée des actionnaires.

Une autre initiative est la création de l'association de plusieurs sociétés "pour investir ensemble". Les représentants de ces sociétés, des banques et des organes d'autogestion locaux constitueraient des conseils d'administration. Aucun groupe n'aurait la majorité absolue dans le conseil. Il composerait une formation provisoire jusqu'au moment de la vente de la majorité des actions aux personnes privées.

La distribution de bons de privatisation, les récompenses aux anciens propriétaires, jadis expropriés par l'Etat, les facilités et les crédits, sont destinés à créer une situation où

l'Etat n'enlève pas des fonds aux citoyens et où le trésor d'Etat ne s'enrichit pas sur ces opérations.

Une autre proposition, c'est la "petite privatisation" : une rapide distribution (revente, fermage) de petites entreprises jusqu'à présent entre les mains de l'Etat et privatisées par cession aux personnes privées. Ces petites entreprises plus faciles à privatiser rapidement, vont influencer indirectement le travail des grandes entreprises.

Une méfiance généralisée entoure la privatisation; pour la briser, il faut une solide information sur ses buts et méthodes. La privatisation facilitera la disparition du contrôle des salaires et le fonctionnement normal du syndical. La privatisation, et la naissance du marché libre vont augmenter les inégalités sociales, l'impression d'insécurité. Le principal devoir de Solidarnosc est d'aider ses membres, qu'ils soient certains qu'il n'y a pas de gens inutiles, ou des laissés pour compte, que les réformes ne soient pas une menace mais une chance pour chacun.

DEMANTELEMENT DES MONOPOLES.

La solution de ces problèmes doit être accompagnée ou même précédée du démantèlement du système de monopole. La monopolisation de l'économie communiste englobe des domaines divers, fait inconnu dans les pays occidentaux. Parmi tant d'autres citons par ex. : les exploitations agricoles dans le nord-ouest de la Pologne, l'unique "coopérative" de messagerie de presse, ou le monopole de distribution de produits agricoles.

Un office anti-monopole, existe en Pologne, mais son activité est mince. Les autorités locales ne peuvent ou ne veulent briser les petits monopoles dont il est question plus haut. Les tentatives du gouvernement pour assainir la situation n'ont pas apporté de grands résultats. Il manque de dispositions légales, de formation, et d'instruction afin de pouvoir démonopoliser les coopératives et les entreprises qui, durant des décennies, étaient des entreprises d'Etat.

PERIODE DE TRANSITION.

L'Europe de l'Est vit actuellement la période de transition qui va encore durer pendant plusieurs années. Le système communiste s'est écroulé et avec lui ses institutions. Avant sa chute, il a détruit toutes les institutions d'un Etat qui

fonctionne normalement : les systèmes juridiques, l'information "horizontale" entre les institutions et les entreprises, les capacités de citoyens à s'organiser, la mobilité professionnelle et sociale. Le système de marché renaissant en Europe de l'Est n'est pas clairement compris par les citoyens. Il est nécessaire d'apporter une éducation, une aide dans l'adaptation aux nouvelles conditions, l'acquisition de nouvelles qualités professionnelles ou de nouveaux emplois. Le problème social d'adaptation et d'éducation de la société pour le nouveau système est plus important que les problèmes purement économiques. Les gouvernements de l'Europe de l'Est doivent promouvoir toutes les formes d'activité économique et d'autogestion. Ces gouvernements doivent croire en la société et l'aider à devenir adulte. A côté de programmes éducatifs, libérant une activité économique, ils doivent être concentrés sur une activité législative intense.

MARCHE INTERNATIONAL

Les premiers résultats des expériences économiques au plan international permettent de constater l'existence du danger de créer des zones économiquement privilégiées dans des pays arriérés de l'Europe de l'Est; dans des conditions d'isolement par rapport à l'ensemble de l'économie, vont naître les entreprises produisant des marchandises destinées uniquement à l'exportation vers l'Occident et basées sur l'importation en provenance de l'Occident.

Le fonctionnement des syndicats dans des entreprises étrangères représente un autre problème. Le Syndicat s'est battu pour le droit d'affilier les travailleurs dans ces entreprises. Le principe est d'obliger ces entreprises à respecter la loi polonaise. Solidarnosc souhaite profiter des expériences des syndicats occidentaux. Il n'a pas d'expérience quant au fonctionnement des syndicats dans des petites entreprises privées.

L'intégration économique des pays de l'Est européen représente sans doute un objectif plus facile à obtenir, car les différences de niveau de vie parmi ces pays par rapport à l'Occident sont moins sensibles. On pense ici à la libre circulation des personnes et des marchandises, aux échanges culturels et à l'information. Les syndicats, ces importants organismes sociaux, ont un grand rôle à jouer en propageant l'ouverture des frontières et en combattant les appréhensions.

LECH WALESA DANS SA CAMPAGNE POUR LA PRESIDENCE

Lech Walesa a lancé un programme dans les villes et les villages de chaque coin de Pologne. La population, bien que respectueuse et enthousiaste, n'épargne cependant pas le leader du Syndicat et lui adresse des questions critiques et incisives. La campagne n'est pas un combat entre les personnalités. Ce qui est en question n'est rien moins que l'avenir du pays. Ce qui suit est une vignette de Lech Walesa sur sa campagne quelque part en Pologne.

En dépit d'énormes pressions, de grandes distances et des innombrables réunions, une fois qu'il se trouve devant la foule, Lech Walesa retrouve immédiatement les forces. Chaque fois, des milliers de gens se rassemblent pour rencontrer le président, et le traitent avec un respect considérable (ce qui semble être dû à un respect général de l'autorité). Les questions sont toujours les mêmes :

Quel est votre programme?

Lech Walesa : Il ne tient qu'à vous après les élections libres, de déterminer la nature de la présidence. Je ne désire pas vous décevoir. Le président doit avoir une notion de la politique intérieure et extérieure ainsi que de l'économie. Nous pouvons espérer de lui une vision et en même temps vérifier si celle-ci concorde avec la nôtre. Dans tous les cas, vous déciderez s'il aura la capacité de gouverner le pays ou simplement d'accueillir des visiteurs étrangers.

Voulez-vous continuer le plan Balcerowicz (de réformes économiques) ?

Lech Walesa : Quand il s'agit de ses propositions de stimulation de marché, c'est un bon plan. Par contre, il nécessite des modifications sur d'autres aspects. Là, où le gouvernement propose la privatisation de sept entreprises, j'aimerais laisser sept entreprises non-privatisées. Je désire laisser la Pologne entre vos mains; vous savez vous-mêmes ce qui vous convient le mieux.

Je ne suis pas un antisémite, mais je vous demande quand, enfin, les Polonais vont gouverner en Pologne ?

Lech Walesa : Il semble que vous voulez me tendre un piège. Je répète, je ne suis pas un antisémite. Je souhaite une Pologne libre de l'antisémitisme et du chauvinisme, où les populations pratiquant différentes religions vivent en paix côte-à-côte. Toutes ces suspicions proviennent du fait que les puissances dirigeantes de ce pays sont loin d'être transparentes, et personne ne sait réellement qui gouverne ici. Une fois, que ces structures deviennent claires, il deviendra possible de savoir qui est responsable et de quoi.

Quelle est votre position sur l'avortement ?

Lech Walesa : Je suis un catholique pratiquant et même si je devais perdre ces élections dix fois, mes vues sur ces problèmes ne changeraient pas. En même temps je réalise toutefois que les femmes ont besoin de beaucoup d'aide pour avoir une vie meilleure et pour apporter des enfants dans ce monde. J'ai huit enfants et je vous en souhaite à tous autant.

Quel est votre point de vue sur l'agriculture ?

Lech Walesa : Nous devons avoir une économie de marché. En ce moment, partout dans le monde, l'agriculture bénéficie de subsides et il devrait en être de même dans notre pays.

Quelle est votre opinion sur Tadeusz Mazowiecki ? (le premier ministre qui se présente aussi pour la présidence)

Lech Walesa : A l'époque où il est entré en fonction, il était la personne la mieux indiquée : prudent et consciencieux. Dans les mêmes circonstances qu'alors, je le choiserais de nouveau. Mais à présent, la situation est différente. En considérant son style, et son énergie, il ne serait pas capable d'affronter une catastrophe, tandis que nous devons affronter des grands problèmes.

Pourquoi votre campagne est-elle financée par les fonds du syndicat ?

Lech Walesa : Je n'ai jamais dépensé et je ne dépenserais jamais un seul centime qui appartient au syndicat. Ceci n'est pas concevable. Ma campagne est soutenue par des donations privées émanant de différentes organisations.

Durant ces différentes rencontres électorales, Lech Walesa promet de revenir l'année prochaine, quels que soient les résultats des élections. Il dit : " Vous demanderez qu'est-il arrivé de vos promesses? Mais alors, je vous demanderez où vous étiez quand il était temps de choisir. Qu'avez-vous fait pendant tout ce temps? Il est essentiel que vous soyez engagés. Chaque vote compte. " ■